

## EDITORIAL

**Dévoiler  
les mensonges**

Kris Hertogen

L'euphorie gouvernementale concernant le budget 95 est de la charlatanerie électoraliste. Les décisions vraiment pénibles ont été prises dans les budgets 93 et 94; d'autres ont été reportées aux communautés et aux régions ou... après les élections communales. SP et PS, CVP et PSC veulent à tout prix atteindre la norme de Maastricht et l'Union monétaire européenne. Ainsi le grand capital belge pourrait-il trôner aux côtés de la bourgeoisie allemande dans la concurrence internationale sans merci et porteuse de conflits mondiaux.

Les sacrifices et le redressement de la conjoncture produiront-ils davantage d'emplois? Même pas. Selon l'OCDE, le taux de chômage des 25 pays les plus riches battra de nouveaux records en 1994, malgré une légère reprise économique. En Europe, le chômage augmentera encore en 95.

Avec un bénéfice de 1,923 milliards de dollars au deuxième trimestre de 1994, General Motors a battu un record historique. Mais fin juin 94, ce géant de l'automobile comptait 22.000 travailleurs de moins que 12 mois plus tôt. Solvay, la plus grande multinationale belge, a réalisé 2,91 milliards FB de bénéfice net au cours des six premiers mois de cette année. Cela fut rendu possible grâce aux restructurations, dont la fermeture du siège de Couillet fut un élément. Les bénéfices ne créent pas d'emploi; ce sont les pertes d'emplois qui créent des bénéfices!

Les patrons utilisent la crise et le chômage pour rétablir leurs taux de profit, en rationalisant, en diminuant les salaires et en imposant une exploitation accrue. Les gouvernements font pression sur les chiffres du chômage en excluant des chômeurs ou en leur imposant des jobs de service.

Celui qui veut en finir avec le chômage doit se battre pour la suppression du capitalisme. C'est pour camoufler cette réalité que le gouvernement clame que son plan emploi jeunes aura créé 70.000 emplois en 1994. En réalité, ce plan, qui diminue le coût salarial, déplace le chômage mais ne le diminue pas. Selon le Bureau du Plan, en effet, 27.000 emplois disparaîtront en 1994. Et les plans d'entreprise ne servent qu'à répartir cette perte entre les travailleurs.

Seul le communisme offre une issue définitive. Seuls les communistes du PTB ont un programme qui permet de déplacer le poids de la crise sur les riches et les patrons.

Pendant les élections européennes, 2.000 personnes ont collaboré bénévolement à la diffusion de ce programme. 60.000 ont voté pour lui le 12 juin. Lors des élections du 9 octobre prochain, nous voulons progresser encore. C'est le seul moyen de présenter la facture aux partis du gouvernement et de dévoiler leurs mensonges. C'est surtout la seule garantie pour le succès de la lutte de classe qui ne manquera pas d'éclater sur différents terrains.

**Le plan global confirmé**

Le budget 95 annonce de nouvelles saignées. Un peu plus tard.

**A l'annonce du budget 1995 par le gouvernement fédéral de Dehaene, l'euphorie est générale. Un triomphalisme monté en épingle. Les mesures vraiment douloureuses du budget 95 font déjà partie du plan global de crise. Et des nouvelles coupes sombres sont transférées aux Régions et Communautés, voire... renvoyées à plus tard.**

Kris Hertogen

En 1992, le ministre du Budget de l'époque, Mieke Officiers, a réalisé un plan de convergence visant à réduire le déficit budgétaire de 6,9% du Produit Intérieur Brut (PIB) à la norme de Maastricht de 3% en quatre ans. En l'appliquant, le gouvernement a pris de nombreuses mesures drastiques entre 1992 et 1994 devant avoir - d'après Dehaene - un impact total de 517 milliards en 1994 (1).

Côté recettes, citons la non-indexation des barèmes fiscaux, l'impôt complémentaire de crise de 3% et l'impôt sur l'énergie, la cotisation 'allocations familiales' et d'autres augmentations des impôts du plan global. Toutes ces mesures coûteront la bagatelle de 97.200 francs à un ménage ouvrier moyen dès 1996. Mais „elles sont déjà pleinement appliquées maintenant“ (2). Elles sont la cause d'une part importante de la hausse des recettes fiscales dans les six premiers mois de 1994 : 125 milliards par rapport à la période correspondante de 1993 (une hausse de plus de 14% !).

Côté dépenses, il y a la suppression du supplément pour temps partiels involontaires (mai 1993), les sanctions contre les chômeurs de longue durée, la hausse du ticket modérateur et le supplément pour hospitalisation, médicaments et analyses de laboratoire plus chères, etc. Toutes ces mesures commencent à „porter leurs fruits“ d'après les propos très cyniques d'un porte-parole des socialistes flamands.

**Assurance-maladie : moins 13 milliards**

Cela a certainement facilité la clôture du budget 1995 ! Mais les 121.825 chômeurs rayés en 1993 (le double de 1992) et les milliers de malades en seront



Une euphorie trompeuse entoure le budget 95. Simple pause avant le plan global bis (photo : grève anti-plan global).

toujours pour leurs frais !

Dans le cadre du plan global, le gouvernement a concocté un financement alternatif pour la sécurité sociale. Celui-ci rapportera 76,2 milliards en 1994 et 81,8 milliards en 1995. La part que les travailleurs devront cracher s'élève à 60 milliards : impôt de crise (20 milliards), augmentations de TVA (29 milliards) et taxe sur l'énergie (11 milliards).

Le gouvernement évalue l'augmentation des dépenses de sécurité sociale à 48,3 milliards pour 1995. Il en résulterait donc un boni de 33,5 milliards pour la sécurité sociale. Ce serait trop beau ! Plus de la moitié de ce financement alternatif (48,3 milliards) sera en effet offert aux patrons sous forme de réductions de cotisations sociales (Maribel dans les secteurs exportateurs, plan d'emplois pour jeunes, baisse des cotisations sociales sur les salaires minima, ...).

Aussi, malgré les mesures drastiques du plan global, il faudra économiser encore 13 milliards dans la sécurité sociale : hôpitaux (1,2 milliard), réduction des dépenses pour médicaments (1,5 milliard), mieux contrôler les dépenses pour les lieux et maisons de repos, suppression de 5.000 lits

d'hôpitaux, nomenclature en kinésithérapie...

**Sécu : bientôt. Belgacom à la trappe**

Le paquet global d'économies (13 milliards en assurance-maladie et 13,5 milliards de privatisations) est toutefois inférieur aux 70 milliards calculés en juin par le Conseil Supérieur des Finances.

La principale bonne nouvelle émane d'Alphonse Verplaetse, gouverneur de la Banque Nationale. La croissance économique serait de 1,8% pour 1994 au lieu de 1%. Profitant de cette aubaine, le gouvernement a mis au point un budget „plus léger“. Quelques mois avant les élections communales, Dehaene veut éviter un plan global bis au PS qui a ramassé une „dégelée“ aux élections européennes. La réforme fondamentale et douloureuse du régime des pensions est reportée de quelques mois pour la même raison. Certaines autres économies dans la sécurité sociale ont été remplacées par une opération comptable.

Ainsi, les patrons devront verser 35% d'acompte pour la sécurité sociale durant le dern

ier trimestre de 1995 au lieu de 30%. Il en résulte une rallonge de 17 milliards pour la sécurité sociale en 1995. Celle-ci ne se reproduira pas en 1996 et n'empêchera pas de nouvelles mesures d'économies l'année prochaine ; peut-être après des élections législatives (anticipées ?).

En échange, le PS ne s'oppose plus aux privatisations : «La peur de sabrer encore davantage dans le système d'allocations est la principale raison de l'empressement relatif de ce gouvernement à participation socialiste à privatiser des entreprises publiques. Ce processus s'accélère à un rythme inimaginable il y a à peine quelques années» (3). Après la CGER et la SNI, c'est à présent Belgacom qui passe à la trappe. Les privatisations offrent au patronat de nouveaux marchés et de nouveaux secteurs rentables. Sur le plan budgétaire, ce n'est qu'un allègement passager : on ne vend qu'une fois.

Le budget 95 n'est certainement pas le début de la fin du tunnel; il ne constitue qu'un instant de répit dans le démantèlement social.

5(1) De Morgen, 26 juillet 1994.  
(2) De Standaard, 26 juillet 1994. (3) De Standaard, 26 juillet 1994.

**50 milliards en plus à trouver par les Régions**

Quelques jours avant le conclave budgétaire, le gouvernement fédéral a conclu un accord avec les représentants des régions et communautés sur leur contribution à l'assainissement des finances publiques.

La norme de Maastricht de 3% concerne l'ensemble des dépenses de l'Etat : aussi bien celles de l'Etat fédéral

que celles des Régions et Communautés et des administrations locales (communes et provinces).

En 93, ce déficit global était encore de 7,2%. Près de 5,5% était à charge de l'Etat fédéral. Dans les 1,7% restants, 1,1% était à charge des Communautés et Régions. Dans le tout récent accord, ces dernières se sont engagées à réduire leur

part du déficit à 0,4% pour 1996. Cela représente une économie de plus de 50 milliards ! Comment ? Fort probablement par de nouvelles taxes et économies dans les Communautés et les Régions. Ces nouvelles ponctions toucheront évidemment ceux-là mêmes qui contribuent déjà un maximum au plan global et autres plans de crise !

## A la Santer des riches

Certains nourrissent l'espoir insensé que l'Europe allait nous permettre d'augmenter les impôts sur les revenus mobiliers (intérêts et dividendes). Ils vont peut-être ouvrir les yeux. En effet, alors même qu'il était désigné comme futur président de la Commission européenne, Jacques Santer a présenté son nouveau gouvernement devant le parlement luxembourgeois. Dans son discours il a rappelé son opposition totale à toute forme d'harmonisation de la fiscalité mobilière en Europe ainsi qu'à toute levée du secret bancaire (De Standaard, 23.7). Moralité : si vous voulez prendre l'argent chez les riches, ne comptez pas sur l'Europe, mais seulement sur vos luttes, ici. (GM)

## Hick : pas de vacances

Après 42 jours de jeûne, l'enseignant Joseph Hick a dû arrêter sa grève de la faim. Il n'a obtenu ni la création de la Chambre de recours, ni la réhabilitation morale ni encore la promesse d'un réengagement si le caractère abusif de son licenciement était reconnu. Son patron, l'évêché de Liège, a pourtant accepté la constitution d'un "Comité de Sages". La commission paritaire, qui doit en fixer les modalités, se réunira «d'urgence», avait promis son président Weber. Or, à peine quelques jours plus tard, ce même Weber, proche des milieux cléricaux liégeois, annonce qu'elle ne peut se réunir avant la fin août car «plusieurs de ses membres sont en vacances». Joseph Hick: «Pendant 8 années, je n'ai pas eu un seul jour de vacances». De plus, la présence de la moitié des membres suffit et les représentants syndicaux n'ont même pas été contactés par M. Weber! Dernières mesquineries de l'évêché : il vient de demander que l'affaire passe sans attendre devant la cour du travail. Or Joseph espérait justement faire valoir le rapport final du Comité de Sages pour défendre sa cause devant le tribunal du travail.



Smap, Agusta, titres volés, scandale des déchets : quatre affaires révoltantes dévoilées à l'occasion du meurtre d'un seul politicien, André Cools. Qui nous dira combien d'affaires restent cachées dans cette belle société capitaliste ?

# Smap : exception ou système ?

Comment on explique les "scandales"

**Il existe deux manières, très opposées, d'expliquer d'où proviennent ces nombreuses affaires de corruption et fraude qui font la une...**

Michel Collon

La SMAP est une société publique d'assurance, étroitement liée à l'empire liégeois qu'avait édifié André Cools. Ses gestionnaires ont fraudé et planqué en Suisse entre 800 millions et 2 milliards FB.

Ainsi, au moment où les plans globaux successifs arrachent leurs maigres sous aux travailleurs, chômeurs, pensionnés et autres "petits", la corruption du système capitaliste permet à certains de se constituer de tels bas-de-laine. Mais, dès qu'éclate le scandale, aussitôt les idéologues officiels se dépêchent d'avancer des expli-

cations sauvant le système...

Le Soir, par exemple, y voit seulement un phénomène «argent facile des années 80» (9.7). Ou la conséquence d'un pouvoir trop solitaire sur les sociétés : «Du danger des P-DG monarques» (26.7). La solution étant donc simple : on va «placer les rois-soleils sous contrôle». Quelle absolutisme à bon marché ! On retrouve ici la théorie des "excès". Le capitalisme serait un système viable, mais il faut combattre et corriger ses excès.

Comme si la corruption était seulement provoquée par les défauts personnels de tel ou tel. Comme si ce n'était pas le

capitalisme lui-même qui, aussi bien dans le privé que dans les entreprises dites publiques, fonctionne sans démocratie, sans contrôle réel du peuple. Comme s'il suffisait de faire prendre les décisions par trois ou quatre administrateurs au lieu d'un seul pour éliminer la corruption et les autres formes de grosse criminalité en blanc. Comme si le fonctionnement normal du capitalisme n'était pas justement que toutes les grandes décisions économiques - et pas seulement les fraudes personnelles - sont prises sans démocratie.

Montrer que les scandales sont liés à l'essence du capitalisme et qu'il faut changer de système est indispensable. Sinon, toute cette ambiance de pourriture fera le jeu des "hommes forts" prétendant nettoyer les écuries...

## Inusop: les factures du clientélisme

**Pour la deuxième fois, Guy Coëme est renvoyé devant la Cour de cassation. Après les hélicoptères, l'affaire Inusop: une certaine conception de "la politique"...**

Georges Moreau

A en croire les preuves accumulées par le juge Van Espen, l'institut de sondage Inusop aurait octroyé des aides illégales à Guy Coëme (PS) alors qu'il était ministre de la Défense: 2,2 millions de cadeaux, de notes de frais payées par l'Inusop, ainsi que des sondages effectués gratuitement. En échange, Coëme accordait des contrats publics à l'Inusop. Guy Spitaels (PS) et Hervé

Hasquin (sénateur PRL, président de l'ULB et, à ce titre, responsable de l'Inusop), également mis en cause par le juge Van Espen, ont été blanchis par la Commission sénatoriale. Un échange PRL-PS dont Guy Coëme paie les frais? C'est en tout cas l'avis de ce dernier: «Tous les hommes politiques ont recouru à ce type de pratiques, dans tous les partis. Si je me retrouve en Cour de cassation demain, c'est parce qu'il fallait que quelqu'un paie.

Je suis le bouc émissaire» (Le Soir, 11.07).

Pour tenter de se justifier, Coëme explique: «Je dois supporter avec une indemnité parlementaire tous les frais inhérents à cette fonction (déplacements, courrier, téléphone, documentation, installation d'un secrétariat, gestion de permanences sociales très importantes...) en plus des frais de représentation importants qu'impliquent une vie publique et la présence à de nombreuses manifestations. Sans aide extérieure, il était impossible à ce moment-là de maintenir une activité politique importante et d'organiser des campagnes électorales telles qu'elles

étaient conçues à l'époque» (Le Soir, 11.07)

Ce qu'il y a de choquant dans ces propos, ce n'est pas tant l'aveu implicite des cadeaux reçus, mais plutôt l'usage qui en a été fait et la conception PS de la politique qui transparait ici. En bon parti bourgeois, le PS considère comme son devoir de gérer au mieux le capitalisme. Pour préserver son traditionnel électoralat populaire, il ne peut donc absolument pas compter sur un programme et encore moins sur une action "de gauche". Il ne lui reste que le clientélisme et l'esbrouffe: "permanence sociales" et "frais de représentation".

## EN BREF

### De plus en plus de pauvres

61.610 personnes dépendaient du CPAS en janvier 94 pour leur minimum vital. 10% de plus qu'un an auparavant. Les chiffres de l'association flamande du CPAS (De Standaard, 7.7) montrent qu'un nombre croissant de jeunes (+ 34% en trois ans) paient ainsi le prix de la politique CVP-PS. Car les CPAS indiquent les causes de cet accroissement de la pauvreté: abaissement de l'âge de la majorité, prolongation du temps d'attente des jeunes chômeurs, problèmes financiers des étudiants, mais surtout exclusion des chômeurs...

Merci Dehaene et Di Rupo ! (MC)

### Chômage : les exclus ont triplé

Ministre du chômage, Miet Smet, CVP réputée de gauche il y a longtemps, fait du bon boulot pour le capital... Grâce à elle, le nombre de chômeurs exclus par année, qui était de 40.000 en 1984 et de 55.748 en 1992, est passé à 121.825 l'an dernier (statistiques Onem). Selon les chiffres des CPAS, ce nombre s'élèverait même à 154.523 unités. (MC)

### Un tiers des sondages est falsifié

La Gazet van Antwerpen (11.7) publie les confidences de spécialistes allemands des sondages d'opinion. Selon Wolfgang Gibowski (Institut d'étude allemand), un tiers au moins des sondages réalisés par les instituts spécialisés est purement et simplement falsifié. Selon Elisabeth Noelle-Neumann, directrice d'un organisme de sondage, 90% même sont de faible valeur.

Confirmation donc. Les sondages n'informent pas sur ce que pensent les gens, mais sur ce qu'on veut leur faire penser. Il suffit de voir comment les positions et propositions du PTB sont systématiquement exclues de ces sondages-manipulations. (MC)

### Foot de riches...

Chaque événement footballistique confirme que ce sport est de plus en plus faussé par le business. Preuve : ce commentaire d'Alan Rothenberg, directeur du Comité d'organisation : «En empêchant la France de se qualifier, puis en éliminant successivement des équipes comme l'Argentine, le Mexique et l'Allemagne, la Bulgarie nous a déjà fait perdre beaucoup d'argent» (Le Soir, 15.7).

Comme la manipulation des tirages au sort ne suffit pas, "ils" vont aussi professionnaliser l'arbitrage. Pour éliminer les surprises indésirables ? (MC)

### ...et de super-riches

Exemple de tirage au sort manipulé : la Coupe d'Europe des champions de football. Un système archi-compliqué veillera à ce que les petits clubs et les petits pays soient séparés des clubs-vedettes. Afin de réserver à ceux-ci l'accès aux rencontres les plus lucratives et au pactole des droits de TV. Le Soir (20.7) écrit même : «La dernière réforme de la Ligue scelle le sort de l'équité sportive. Au nom du fric». (MC)

### "Ma région d'abord"

«Si je suis au gouvernement, alors ce qui compte pour moi, c'est 'ma région d'abord'» avoue Herman De Croo, ex-ministre et un des ténors du parti libéral flamand (Knack, 6.7). Voilà que même dans leur façon de s'exprimer les politiciens bourgeois reproduisent le mode de pensée des fascistes. (MC)